



LA DÉCADE

LA LETTRE DU CERCLE JEAN BAPTISTE SAY

« Les lumières et la morale sont aussi nécessaires au maintien de la République que le fut le courage pour la conquérir. »

septembre 2015

POURQUOI « LA DÉCADE » ?

« La Décade philosophique, littéraire et politique » cofondée par Jean-Baptiste Say en avril 1794 était publiée chaque décadi, dernier jour des trois décades qui rythmaient les mois du calendrier républicain. Selon l'affiche publicitaire qui soutint son lancement son ambition était « d'instruire et amuser » !

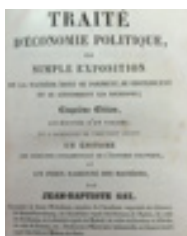
« La Décade », publiée sur internet 10 fois par an, le 10 du mois, sera l'outil de communication du Cercle Jean-Baptiste Say (www.cerclejeanbaptistesay.com), parlera d'économie, tâchera d'instruire et tentera d'amuser... Tentez votre chance! L'abonnement est gratuit et la diffusion repose sur la promotion des lecteurs. Hommage donc à la sagesse d'un révolutionnaire qui a si bien compris l'importance de la prospérité dans le développement et le maintien de la démocratie. Et si bien expliqué les conditions nécessaires à cette prospérité : la liberté, la propriété, l'échange, le travail. Sans entrepreneurs, point de prospérité et sans prospérité, point de solidarité !

Avec Jean-Baptiste Say comme guide et pédagogue, rappeler les principes fondamentaux de l'économie et expliquer simplement les mécanismes de création de richesse pour qu'ils puissent se remettre en marche dans notre pays, voilà l'ambition de la Décade.

Il nous l'avait bien dit

septembre 2015

Services publics : si bien servis ?



« Malgré toutes les précautions qu'on peut prendre, le public ni le prince ne peuvent jamais être ni si bien servis ni à si bon marché que les particuliers. Les agents de l'administration ne sauraient être surveillés par leurs supérieurs avec le même soin que les agents des particuliers. Et les supérieurs, eux-mêmes ne sont pas si intéressés à leur bonne conduite. Il est facile d'ailleurs aux inférieurs d'en imposer à un chef qui, obligé d'étendre au loin son inspection, ne peut donner à chaque objet qu'une fort petite dose d'attention ; à un chef souvent bien plus sensible aux prévenances qui flattent sa vanité qu'aux soins dont le public seul profite !

« Les services publics ne sont jamais mieux exécutés, dit Smith, que lorsque la récompense est une conséquence de l'exécution et se proportionne à la manière dont le service a été exécuté. »

Non seulement le temps et les travaux des administrateurs publics sont parmi les plus chèrement payés, non seulement il y en a une grande partie gaspillée par leur faute, sans qu'il soit possible de l'éviter, mais il y en a beaucoup de perdus par une suite des usages du pays et de l'étiquette des cours. Qui pourrait calculer ce que, durant plus d'un siècle, il a été perdu sur la route de Paris à Versailles, d'heures chèrement payées par le public ?

Les longues cérémonies qui s'observent dans les cours, prennent de même aux principaux

fonctionnaires de l'Etat un temps considérable. Quand le prince a consacré aux pratiques religieuses, aux cérémonies d'usage et à ses plaisirs, le temps qu'ils réclament, il ne lui reste pas beaucoup de temps pour s'occuper de ses affaires ; aussi vont-elles fort mal. Le roi de Prusse, Frédéric II, au contraire en distribuant bien son temps et en le remplissant bien, avait trouvé le moyen de faire beaucoup par lui-même. Il a vécu plus que d'autres, morts plus âgés, et il a élevé son pays au rang d'une puissance de premier ordre. Sans doute ses autres qualités étaient nécessaires pour cela ; mais ses autres qualités n'auraient pas suffi sans un bon emploi du temps. »

Traité d'économie politique - 5^e éd. 1826 Livre troisième chapitre VII.

Analyse économique

septembre 2015

La Chine : réformer pour mieux croître

Août a vu les inquiétudes sur l'économie chinoise flamber. La décision de la banque centrale chinoise (PBoC) de rendre le cours du yuan plus représentatif des conditions de marché a été interprétée comme un geste désespéré pour soutenir l'économie chinoise qui ralentirait fortement.

Le ralentissement chinois est indéniable mais doit être mis en perspective. Premièrement, il intervient après une période de croissance exceptionnelle : entre 1980 et 2010, la croissance moyenne a atteint 10%. Peu de pays ont réussi à maintenir un tel niveau de croissance sur une période aussi longue. Cette croissance a permis à la Chine d'atteindre en 2010 un PIB par habitant égal à 10 000 dollar en parité de pouvoir d'achat (c'est à dire que l'on corrige le fait que certains services, exprimés dans la même devise, ne valent pas le même prix entre deux pays). En 1980, le PIB par tête chinois représentait 2% de celui des Etats-Unis. En 2015, c'est 25%.

Croissance annuelle du PIB de la Chine

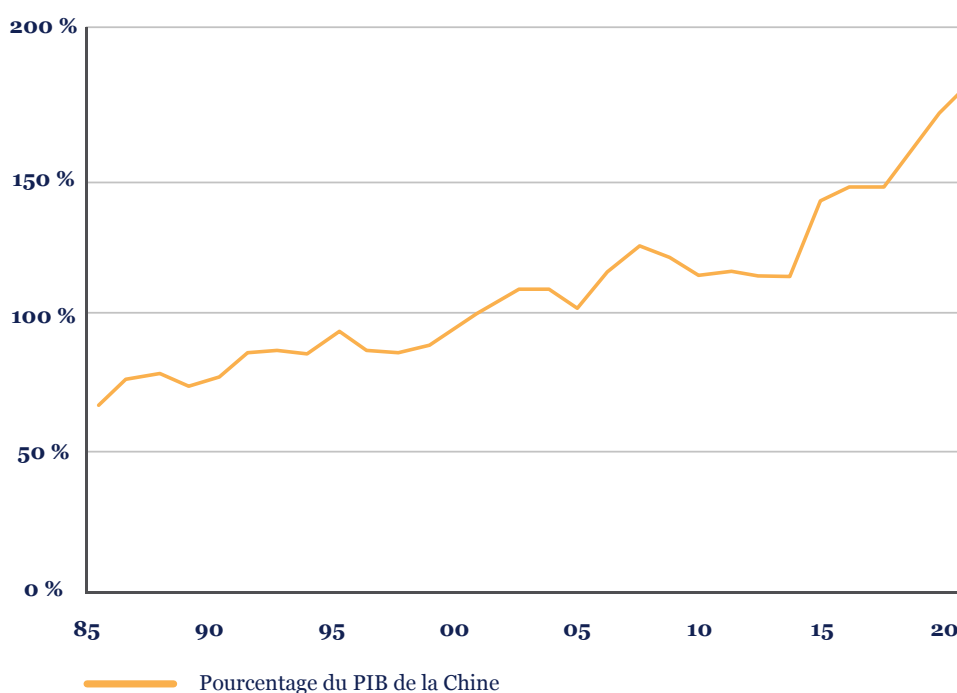


Deuxième élément à retenir : la Chine est arrivée à un niveau de développement où la plupart des pays asiatiques ont commencé à voir leur croissance ralentir. Pour résumer, il y a trois moteurs de la croissance : travailler plus (augmenter l'offre de travail), investir (augmenter le stock de capital disponible) et utiliser à meilleur escient la main d'œuvre et les machines (accroître la productivité). Dans une première phase de croissance, l'investissement est le principal moteur de la croissance. Le pays s'équipe en infrastructures et outils de production. Ce mode de développement s'accorde assez bien avec un certain dirigisme. Une des forces de l'économie chinoise est d'avoir su durant cette période de trente ans additionner une forte croissance de la productivité à cette croissance de l'investissement. Mais l'expérience montre que la part de l'investissement dans le produit intérieur brut a tendance à progresser jusqu'à un niveau de développement qui est celui actuellement atteint par la Chine, avant de commencer à diminuer.

À ce moment-là, le modèle de croissance se modifie et la consommation devient le principal moteur de la demande. Il semblerait effectivement que le poids de l'investissement dans l'économie chinoise ait atteint un point haut en 2011 à 48%. Il diminue progressivement depuis. Après avoir reposé essentiellement sur l'investissement et sur l'accumulation de capital productif, la croissance doit donc devenir plus « qualitative » et reposer davantage sur la productivité. C'est une phase critique du développement économique et certains pays sont tombés dans ce que les économistes appellent la « trappe à revenu intermédiaire ». Mais d'autres ont su traverser ces eaux dangereuses pour atteindre des niveaux de développement plus élevés. Il s'agit principalement des pays asiatiques les plus avancés : le Japon, puis Taiwan et la Corée.

Un des problèmes auxquels l'économie chinoise se retrouve confrontée est celui de la mauvaise allocation du capital. La croissance récente s'est accompagnée d'une forte augmentation du stock de crédit : le système bancaire, principalement étatique, a privilégié les grandes entreprises qui lui sont proches et celles-ci ont parfois investi sans rationalité économique et produit de la surcapacité dans de nombreux secteurs. Des économistes (Hsieh et Klenow 2009) estiment qu'améliorer l'efficacité de l'allocation du capital pourrait augmenter la productivité de 30 à 50%.

Crédit au secteur privé en Chine (pourcentage du PIB)



Une crise du type de celles connues par les pays asiatiques à la fin des années 1990 paraît peu probable dans la mesure où le financement de l'économie chinoise n'a pas reposé sur des flux de capitaux internationaux à court terme. En revanche, l'expérience japonaise des années 1990 constitue un scénario possible si jamais le système bancaire n'était pas nettoyé des créances douteuses liées à cette forte hausse de l'endettement. Dans un tel scénario, les banques continuent de financer des entreprises en état de faillite virtuelle pour ne pas afficher de pertes sur les prêts qu'elles ont déjà accordés. Ceci se fait aux dépens des secteurs les plus dynamiques et les plus à même de soutenir la croissance.

Ces enjeux sont bien connus des autorités chinoises. Les orientations stratégiques du gouvernement le montrent mais les réformes doivent se poursuivre. Pour connaître l'évolution de l'économie chinoise dans les prochaines années, il faudra donc surveiller tout particulièrement deux choses : la poursuite des mesures de libéralisation du système financier et le nettoyage du système bancaire.

Reçu 10/10

septembre 2015

« Une vérité appartient, non pas au premier qui la dit, mais au premier qui la prouve. »
(traité 1^{re} ed.)

Maurice Garçon. Journal 1939-1945. Les Belles Lettres 2015.



Les 700 pages du journal de Maurice Garçon (1889-1967) nous ont violemment transportés de l'éclatant soleil estival vers la sombre occupation. Essayiste, romancier, aquarelliste... il fût surtout l'un des avocats les plus lancés de sa génération. Son terrible, honnête et passionnant témoignage ne parle pas d'économie, sauf de pillage et de pénurie. Pourtant, au détour d'une page, cette histoire toute d'actualité... :

9 août 1941

À Poitiers, je m'entretiens avec un libraire. Conversation bien instructive touchant l'évolution de nos idées économiques.

Il est en grande fureur parce que Gibert pose la prétention d'ouvrir une boutique rue Gambetta, pas loin de chez lui. Gibert est un libraire parisien du quartier Latin que je connais un peu. Il n'est pas intéressant, montre dans ses manières d'opérer de la canaillerie, mais il faut bien reconnaître que c'est un grand libraire. Tandis que son frère tient boutique sur le quai St Michel, il a ouvert trois grands magasins boulevard St Michel, au coin de la rue de l'École de Médecine et aussi au coin de la rue Racine. Il a transformé le commerce du livre en traitant cette marchandise comme font ces grands magasins pour ces objets qu'ils débitent. Entrée libre et débit énorme. On vend du neuf et de l'occasion. Les jeunes gens et les étudiants s'y pressent. Il y a là aussi un stock énorme. On trouve immédiatement ce qu'on veut et pas cher. Les vendeurs connaissent bien leur affaire. Si un ouvrage manque, on vous le procure dans la journée. Le chiffre d'affaires est considérable. Il en résulte qu'il est détesté de la corporation et béni par une clientèle très étendue. Nécessairement une pareille manière de comprendre son commerce l'amène à faire aux autres une concurrence très dure. Il consent des rabais sur les livres neufs que les éditeurs veulent l'obliger à vendre au prix marqué. On lui a coupé ses comptes et les éditeurs, pour le punir, ont décidé de ne lui vendre qu'au comptant et au prix fort. Il s'est procuré de la marchandise par des moyens détournés et des hommes de paille. On a bagarré plusieurs années, puis on s'est arrangé. En ce qui touche les livres d'occasion on ne pouvait rien lui dire. Il a mené un combat sévère. Il est aujourd'hui celui de la rive gauche qui est le plus achalandé et qui a la meilleure clientèle.

Il y a deux ou trois ans, il a ouvert quelques succursales à Poitiers. Il s'est installé dans une petite rue près de la poste. On s'y est rué. Au lieu, comme les libraires de Poitiers, de manquer de tout et de faire attendre quinze jours la venue d'un livre qu'il ne peut fournir immédiatement, il commande à Paris par téléphone et a organisé un système de transports rapides qui ne lui fait jamais demander plus de vingt-quatre heures pour satisfaire un client.

Aujourd'hui il a la prétention de s'agrandir et veut s'installer rue Gambetta, en face l'église St Porchaire. Mais il a compté sans les réglementations actuelles instaurées par la « Révolution nationale ». On ne peut ouvrir de commerce ou déménager sans une permission du Préfet.

Les libraires de Poitiers s'emploient à entraver l'établissement de Gibert. Celui à qui j'ai parlé mène le branle, il m'a fait entrer dans son bureau et m'a ouvert son dossier. Il m'a lu toutes les lettres adressées au préfet, au ministre du Commerce, à Pétain lui-même. Jusqu'à présent c'est Gibert qui triomphe mais ce n'est semble-t-il qu'un succès provisoire, et je ne doute pas qu'il touche bientôt les épaules. Les organismes corporatistes s'en mêlent : la chambre de commerce, le syndicat local, le syndicat des libraires de France. On rédige des mémoires, on envoie des suppliques. Tout le monde est alerté.

Le dossier que j'ai vu ainsi rappelle étrangement ceux qu'on établissait aux XVII^e et XVIII^e siècles, avant l'ordonnance de Turgot. C'est la négation complète de la liberté du commerce et de l'industrie à laquelle nous devons pourtant un siècle de prospérité. Il semble qu'on a tout oublié et qu'on n'ait rien appris. Nous revenons à des erreurs que, bien avant la Révolution, Louis XVI lui-même avait effacées.

Mon libraire, pendant qu'il me parlait, avait pris une tête butée. Il était indigné qu'une concurrence pût le sortir de ses habitudes routinières. Sans concurrence tout est stagnation, et toute émulation utile au consommateur est morte. On continuera à Poitiers à ne rien trouver. Depuis tant d'années que j'y vais, j'ai renoncé à y trouver autre chose que les derniers romans parus, qu'on n'y peut d'ailleurs plus acheter lorsque les quatre ou cinq exemplaires qu'ils ont reçus en dépôt sont vendus. J'ai plus vite fait d'écrire moi-même à Paris lorsque je veux quelque chose.

Pourtant ce système d'économie dirigée est à la mode. On dirige si bien qu'on tue l'effort, l'intelligence. Un tel système ne peut s'instaurer qu'au préjudice du consommateur. Sans doute le complément nécessaire est la fixation des prix. Mais on n'aboutit qu'à un étatsisme déplorable d'où toute initiative individuelle est morte. Nous allons voir d'ici quelques années de curieuses choses. Il faut voir à cela deux raisons, je pense. La première est le désir secret du gouvernement actuel d'abroger tout ce qui constitue un semblant de liberté pour revenir au système de la France monarchique : influence de Maurras et de quelques autres. La seconde est que notre système de liberté avait amené de grands abus, notamment en permettant les accaparements et les trusts. Mais la faute en était moins au système qu'aux hommes. La corruption de certains dirigeants d'une part, la veulerie des magistrats, d'autre part, qui ne condamnaient pas et n'appliquaient pas la loi, ont fait tout le mal.

Et parce que les hommes n'ont pas fait leur devoir, on démolit l'institution même. Je crains que nous n'ayons beaucoup à en souffrir.

Collé 0/10



septembre 2015

« L'économie : il y a peu de sujet sur lequel on se soit plus donné carrière pour déraisonner »
(traité 1^{re} ed.)

La croissance en France au deuxième trimestre 2015.

La poursuite de la hausse du chômage, les effets de la ponction fiscale et le manque de crédit fait aux engagements politiques de contrôle des dépenses publiques ont pesé sur la consommation. Les mesures liées au Cice et à l'amortissement accéléré ne jouant pas sur l'investissement, seule une légère reprise des exportations a permis d'éviter un croissance négative au second trimestre. Cela a pourtant suffit au Ministre de l'Economie Michel Sapin pour trompeter dans le Monde du 15/16 août « Gardons le cap, la reprise est bel et bien engagée » ; et ce zéro ne doit rien à la baisse du prix du pétrole qui contribuera à hauteur de 0.4% à la croissance attendue de 1% du PIB cette année, ni à la hausse du dollar -qui aide justement nos exportations, ni à la faiblesse des taux d'intérêt. Ce n'est pas au trimestre qu'il faut se féliciter ou se désoler, mais au contraire il faut savoir regarder sur la durée le bon agrégat pour évaluer la validité du cap.

Or depuis la récession de 2009 le **PIB réel par habitant** est quasi stable en France (-1%) alors qu'il a progressé de +8% en Allemagne ! Une des raisons est la progression annuelle de 0,4% environ de la population Française alors que la population allemande a légèrement baissé depuis 2009. En résumé, nous sommes plus nombreux et moins riches, et les allemands sont moins nombreux et plus riches. Mais il faudrait ajouter à cela la qualité de cette richesse apparente : est-elle le résultat d'un endettement public croissant ou, au contraire, est-elle issue de gains de productivité que seuls permettent l'investissement et l'innovation ? Devinez donc ! Sans véritables avancées sur l'éducation et la formation, la rentabilité (et donc la fiscalité) du capital, la productivité (et donc le coût du travail), l'efficacité et la dimension de la dépense publique, il est certain que, de trimestre en trimestre et de minuscules victoires en petites défaites, nous continuerons notre déclin par rapport aux pays qui auront pris le bon cap de la croissance.



Parole d'entrepreneur

juin 2015

Didier Le Menestrel



Créée en 1991, La Financière de l'Echiquier est une des principales sociétés de gestion de portefeuille indépendantes en France.

Elle appartient à 100 % à ses dirigeants et à ses salariés.

Equipe : 100 collaborateurs

Encours gérés : 8,7 Milliards €

1) Pourquoi être devenu entrepreneur ?

Je crois que je n'avais pas d'autre choix ! Entre le bel amateurisme des agents de change des années 80 et mon refus très marqué de l'ordre proposé par les grandes structures financières, j'ai décidé très tôt de suivre ma propre voie. J'adorais la Bourse et les marchés financiers, j'ai foncé dès que le métier de la gestion de portefeuille a été régulé (1990).

2) Le chef d'entreprise est-il le seul à entreprendre ?

Etre entrepreneur est sûrement un exercice solitaire qui pourrait donner cette impression que l'on est le seul à entreprendre... Devenir chef d'entreprise ramène vite à la raison ; le développement d'un projet passe en effet par la liberté d'agir et d'entreprendre de ceux qui vous accompagnent.

3) Pour vous, qu'est-ce que la création de valeur ?

Je pourrais m'arrêter à une définition purement financière : obtenir une rémunération des capitaux investis dans une société industrielle, ou une société de service, supérieure à ce qu'exigent en moyenne les investisseurs pour cette activité. C'est une vision que nous appliquons à notre entreprise et bien sûr aux sociétés dans lesquelles nous investissons. Mais la véritable création de valeur est en fait, à mon sens, bien plus vaste et fait appel aux notions de valeurs humaines et d'accomplissement de chacun dans son univers de travail. Nous passons l'essentiel de nos journées d'adultes dans une communauté (l'entreprise) dont l'organisation est fondée sur la fonction ou la spécialisation de chacun dans l'optique de réaliser un travail, une tâche déterminée, de livrer une production ... Je n'ai jamais pu m'arrêter à cette vision tayloriste, déprimante et réductrice de nos vies humaines. J'ai donc à cœur de mettre en œuvre et de favoriser dans l'entreprise, pour la communauté qui la compose et qui l'entoure, les initiatives porteuses de sens et de valeur : notre plus belle réussite reste à ce jour le développement de notre fondation d'entreprise (www.fondation-echiquier.fr) il y a 10 ans, et qui fait aujourd'hui la fierté de tous au sein de l'équipe.

4) Quelles sont les trois mesures que vous prendriez pour améliorer le développement des entreprises françaises ?

S'il faut n'en choisir que trois ...

1- Je militerais avant tout pour une réforme profonde de l'organisation du travail dans l'entreprise ... Les règles de fonctionnement (Contrats de travail, seuils sociaux, normes de fonctionnement, conditions de dialogue) en communauté imposées par la puissance publique sont inutilement coûteuses et tellement désuètes, inadaptées à notre monde moderne. En pratique, je proposerais un seul contrat de travail plus souple, un coût de licenciement connu par avance, des seuils de représentation syndicale élargis et une inspection du travail recentrée sur les missions essentielles de sécurité et d'hygiène.

2- Je suggérerais ensuite de limiter l'intervention de l'Etat dans les politiques de l'emploi. Lorsqu'une entreprise va bien, elle embauche ! ... Sorti de ce cadre, le risque est de tomber dans le cercle vicieux impôts/subventions/perte de compétitivité/perte d'emplois.

3- Enfin, de façon peut être plus large et pas directement opérationnelle dans l'entreprise, je proposerais d'enseigner l'histoire économique dès les classes de CM1 et CM2 afin que nos jeunes générations (nos futurs élus et nos futurs entrepreneurs) assimilent le fait que notre quotidien dépend largement «aussi» de la bonne santé de l'économie et des entreprises.
